Chronique politique

Bruno Mégret

Le temps du phénix

Éd. Cité Liberté

327 pages – 20 €

Attention : faute de temps, nous ne diffusons plus les livres évoqués dans nos colonnes.

Retiré de la vie politique, Bruno Mégret nous propose un remarquable roman d'anticipation politique.

Ce roman décrit, mois par mois, et réforme par réforme, le quinquennat d'un président « de rupture », c'est-à-dire un président qui aurait fait campagne contre le déclin français et qui serait décidé à appliquer son programme avec courage, mais aussi en tenant compte de la situation. Ainsi le voit-on faire face au terrorisme islamique avec beaucoup de fermeté et d'habileté (associant à son combat les musulmans attachés à la France). Ou encore chercher des alliés en Europe pour remettre l'UE au service des peuples européens… Un passionnant récit, dont on peut espérer la réalisation prochaine !

Pierre Baudouin
<pbaudouin@les4verites.com>

FN : s'allier est la seule façon de gagner !

Pourquoi le cacher ? J'ai été déçu des résultats du récent séminaire de travail organisé par les dirigeants du Front national. Plus exactement, déçu de ce que j'en ai entendu (dans la presse ou dans des témoignages de cadres du FN), dont je ne sais pas encore si cela correspondra à la ligne du FN pour les prochaines échéances électorales.

N'étant pas adhérent du FN, je pourrais, bien sûr, me désintéresser de sa « tambouille » interne.

Mais le FN est, à l'heure actuelle, avec l'ex-UMP, l'une des deux composantes majeures de l'opposition au pouvoir socialiste.

Compte tenu de la très faible opposition des dirigeants LR au gouvernement, il aurait même été assez logique que le FN devienne le principal parti d'opposition.

Mais la bêtise de la droite française fait que, alors que nous avons sous les yeux le bilan catastrophique du socialisme, personne ne semble oser remettre en cause l'hégémonie culturelle de la gauche.

Ou plutôt, si : chacun, voyant bien que les électeurs de droite ne sont pas, eux, asservis au politiquement correct, essaie de leur donner partiellement satisfaction sur un point, mais en faisant instantanément allégeance à l'oligarchie sur un autre point.

De quoi ont-ils peur ? J'avoue que je ne le sais pas. Peut-être ignorent-ils que l'Occupation allemande est terminée et que l'on ne risque plus le « coup du parapluie bulgare » pour s'être opposé au communisme !

Franchement, s'opposer en 2016 au socialisme, cela ne me semble pas être spécialement risqué…

Pourtant, que ce soit à l'UMP ou au FN, on se refuse à être dans l'opposition cohérente et assumée.

L'UMP veut bien s'opposer au socialo-communisme, mais uniquement sur la fiscalité, tandis que le FN veut bien s'opposer au socialo-communisme, mais uniquement sur l'immigration.

Comment ne comprennent-ils pas que l'idéologie soixante-huitarde est un bloc cohérent, qu'il faut contester en bloc ou accepter en bloc ?

On ne peut pas réformer sérieusement la fiscalité si l'on ne touche pas au tabou de l'immigration. On ne peut pas réformer sérieusement la politique migratoire si l'on ne touche pas à l'État-providence.

La question prioritaire n'est évidemment pas la question des alliances d'appareils partisans. Je peux très bien comprendre le « ni UMP, ni PS » du FN, comme je peux comprendre le « ni FN, ni PS » de l'UMP. Mais ce ne sont là que des slogans électoraux sans aucune portée programmatique. Et qui ne résolvent donc pas la question prioritaire : que voulons-nous pour la France ?

De part et d'autre, les dirigeants FN et PS nous disent qu'ils veulent remettre la France « sur les rails ». C'est donc qu'elle a déraillé. Et, si elle a déraillé, c'est bien du fait de l'hégémonie culturelle de 68.

Contrairement à beaucoup d'observateurs, je ne suis nullement choqué que le FN veuille sortir de l'euro. J'étais défavorable à la création de cette monnaie unique ; je serais ravi que nous l'abandonnions. Mais, si l'on nous « offre » la sortie de l'euro pour redonner au pouvoir politique la possibilité d'utiliser l'inflation, très peu pour moi ! Car l'inflation, c'est du vol pur et simple – et hypocrite en plus !

Il n'y a qu'une façon de sortir de l'euro conformément aux intérêts de la France, c'est de le faire tout en redressant les comptes publics. Sinon, nous quitterons la tutelle de la BCE pour tomber sous la tutelle des marchés financiers. Franchement, je ne vois pas où serait le progrès.

Oui, j'ai été déçu, car il me semblait que les élections départementales et régionales avaient montré clairement que le FN ne pouvait pas gagner sans s'allier. Et cette alliance – quoi qu'en disent les brillants intellectuels – ne peut être qu'une alliance au service de la restauration de la France, c'est-à-dire aussi une alliance contre le socialisme.

Quand j'entends le FN « nouvelle vague » nous dire, au sortir de ce séminaire, qu'il ne va rien changer, je me dis que nous avons décidément la droite la plus bête du monde.

Et, quand j'entends M. Philippot défendre nos PME, tout en réclamant une 5e branche de la Sécurité sociale pour la dépendance (vieux rêve socialiste que l'UMP avait déjà failli réaliser !), je me dis que l'incohérence a de beaux jours devant elle.

Personnellement, je reste persuadé qu'un candidat de redressement national pourrait tout à fait gagner. Mais à la condition de ne pas cracher sur d'autres mouvements favorables au redressement national (car le second tour ne peut pas se gagner sans alliance). Et à la condition de préférer la cohérence et le courage à la démagogie. ■

Bulletin d'abonnement

ABONNEZ-VOUS

Lecteurs occasionnels abonnez-vous !
Lecteurs déjà abonnés abonnez vos amis !

■ OUI, je souhaite m'abonner pour **6 mois** (soit 25 numéros) à la revue « Les 4 Vérités hebdo » au prix de **30 € TTC** (TVA à 2,10 % incluse) **par chèque joint**

NOM ..... **Prénom** .....
Adresse .....
Code Postal ..... **Ville** .....
Téléphone .....
Signature :

LES 4 VÉRITÉS HEBDO la publication anti bourrage de crâne

BON À RETOURNER
Les 4 Vérités Hebdo — Service abonnements
19, rue de l'Industrie - BP 90053 - 67400 Illkirch cedex

Par notre intermédiaire, vous pouvez recevoir des propositions commerciales, politiques ou associatives. Si vous ne le souhaitez pas, cochez cette case : ❒

Reproduction intégrale vivement conseillée avec mention d'origine

ISSN 0151-2439

N° 1031

VENDREDI 19 FÉVRIER 2016

LES 4 VÉRITÉS HEBDO

La publication anti bourrage de crâne

Dessin de MIÈGE

LES 4 VÉRITÉS HEBDO

LES 4 VÉRITÉS 2015 ©
Publication hebdomadaire
(CPPAP N° 1119, I 82712)
Tél. : 01 42 50 18 63

<redaction@les4verites.com>
<http://www.les4verites.com>
(webmaster: <webmasteur4v@les4verites.com>)

Siège : 3, rue de l'Arrivée
75015 Paris – (GT Éditions SARL)

Abonnements : 4 Vérités - Abopress
19, rue de l'Industrie - BP 90053
67400 Illkirch cedex
03 88 66 86 40 (Valérie <4verites@abopress.fr>)
ou http://www.les4verites.com

Directeur de la publication : Guillaume de Thieulloy
Conseiller éditorial : Alain Dumait
Rédaction : Jean Rouxel (rédacteur en chef)

Le numéro **1,20€**
Abonnement 50 numéros **60€ TTC**
Abonnement de soutien à partir de **100€**
Personnes morales (entreprises ou administrations) : **200€**, TVA à 2,10 % en sus
Imprimerie : Gyss, Obernai (67)
Également disponible en format numérique (nous consulter)
Fichiers déclarés à la CNIL (N° 672024)
Exemplaire gratuit sur simple demande écrite

ÉDITORIAL

☐ Jean Rouxel

Un remaniement au parfum de synthèse radicale-socialiste

Encore un remaniement pour rien, me suis-je dit en découvrant le remaniement ministériel de jeudi dernier.

Mais il faut avouer que François Hollande a l'art de la synthèse socialiste : bouger insensiblement, communiquer abondamment… Il est bel et bien resté le Premier secrétaire du PS qu'il a été si longtemps.

En dehors de Laurent Fabius, qui prend la tête du conseil constitutionnel, en vertu de cette curieuse conception de la « séparation des pouvoirs » qui caractérise la Ve République, les ministres annoncés partants… restent.

Jean-Yves Le Drian, réélu en Bretagne, devait partir ; il garde son poste. Stéphane Le Foll, ébranlé par la fronde paysanne, de même que Marisol Touraine, fortement contestée par le monde médical, restent également en place. On ne change pas une équipe qui perd !

Faible avec les forts, François Hollande sait aussi être fort avec les faibles. Il a donc fait preuve « d'autorité » en virant Fleur Pellerin. Toujours élégant avec les femmes (comme l'avait montré sa répudiation par Twitter de Valérie Trierweiler), il a également viré Marylise Lebranchu par communiqué… paru pendant qu'il parlait avec elle !

« Je n'apportais rien en termes de valeur ajoutée politique à ce gouvernement, a-t-elle commenté. »

Comme si un remaniement devait nécessairement n'être qu'une opération politicienne !

Sylvia Pinel, nouvelle vice-présidente de la région Languedoc, quitte pour cela le gouvernement (règle appliquée, on le voit, dans le plus pur arbitraire !).

Arrivent 3 écologistes. Barbara Pompili et Jean-Vincent Placé (qui accepte un poste de secrétaire d'État, précédemment refusé avec dédain sur Twitter !) avaient créé l'UDE, précisément pour être nommés au gouvernement – ce que la ligne trop anti-Valls d'EELV ne leur permettait pas. Leur arrivée n'est donc pas une surprise.

En revanche, Emmanuelle Cosse qui crachait feu et flammes sur l'exécutif, voici peu, a créé la surprise (et le chaos) dans son parti pourtant habitué aux querelles d'ego.

Le vieux routier du radical-socialisme, Jean-Michel Baylet, rejoint également l'équipe.

Jean-Marc Ayrault fait la preuve de sa remarquable capacité à avaler des couleuvres en devenant n° 2 de son ex n° 2 qui n'avait cessé de dauber sur lui.

Au total, une équipe pléthorique (pas moins de 38 ministres et secrétaires d'État), incompétente, sectaire, et représentative de la « gauche plurielle ». Exactement le genre d'équipe qu'il faut mettre d'urgence à la retraite en 2017 ! ☐

« Le mépris est la forme la plus subtile de la vengeance. »

Baltasar Gracian y Morales

SOMMAIRE

2 **À quoi sert une monnaie ?**
par Raymond Croella
→ *Chiffres Significatifs*

3 **Catastrophique situation à Calais**
par Guy Millière
→ *Divers faits*

4 **Votre opinion nous intéresse**
Le courrier des lecteurs

5 **La Reconquista à l'envers**
par Jean de Sourel

6 **Convertir les musulmans pour les intégrer**
par Francis Choisel
→ *Communication*

7 **Il ne faut surtout pas sortir de l'euro !**
par Marcel Comtesse
→ *Sic*

8 **La chronique politique**
de Pierre Baudouin

Faites connaître autour de vous LES 4 VÉRITÉS HEBDO !

Si vous pensez que cette publication anti-bourrage de crâne peut intéresser un de vos proches, indiquez-nous ses coordonnées. Nous nous ferons un plaisir de lui adresser, **gratuitement les 4 prochains numéros.**

Chiffres Significatifs

CONSTITUTION > 317 députés ont voté le texte définitif de réforme constitutionnelle, le 10 février. 199 ont voté contre et 51 se sont abstenus. Contrairement à ce qui a souvent été dit, cela ne permet pas d'atteindre la majorité des 3/5e nécessaire au vote de la réforme constitutionnelle par le congrès – cette majorité n'étant atteignable que si la majorité UDI-LR du sénat vole au secours du gouvernement.

CANNABIS > 1,4 % des élèves de 6e déclarent avoir déjà fumé du cannabis.

NAUFRAGE > En 2015, 3 735 immigrés sont morts dans un naufrage en Méditerranée.

TRAFIC > Le trafic aérien a augmenté de 6,5 % en 2015.

BANQUE > Depuis 2008, dans le monde, les banques ont supprimé 600 000 emplois, le record étant détenu par Citibank (140 000).

RUSSIE > Le PIB de la Russie a reculé de 3,7 % en 2015

CLINTON > Hillary Clinton est la candidate qui a levé le plus de fonds pour les primaires aux élections présidentielles américaines : plus de 145 millions de dollars, devant Jeb Bush (137 millions) et Ted Cruz (80 millions).

VIN > Les exportations françaises de vins et spiritueux se sont élevées à 11,7 milliards d'euros en 2015, un record historique, en hausse de 8,7 % sur un an.

SAPIN > 69 000 sapins de Noël ont été collectés après les fêtes dans la capitale.

FUMÉE > Alors que la loi impose que toute maison soit dotée d'un détecteur de fumée depuis mars 2015, 15 % des foyers français n'étaient pas équipés début janvier.

Les deux fonctions d'une monnie

Raymond Croella
<raycroella@gmail.com>

La crise grecque et le débat sur l'euro ont montré que, comme toute monnaie, l'euro remplit deux fonctions :
– une fonction patrimoniale,
– une fonction commerciale.
Les peuples peuvent avoir des attentes contradictoires vis-à-vis de la monnaie, selon qu'ils privilégient l'une ou l'autre fonction.

La fonction patrimoniale

Dans cette fonction, la monnaie est garante de la valeur des biens et des supports de l'épargne, notamment des liquidités.
Il faut rappeler la fantastique dévaluation qu'a connue le franc avant l'introduction de l'euro. Exprimés en monnaie actuelle, les salaires d'ouvriers et d'employés des années 1920 seraient de l'ordre de 0,6 à 1 euro par mois ! Il faudrait donc les multiplier par 1 500 à 2 000 pour obtenir des salaires actuels.
Pour des objets courants, il faudrait multiplier leurs prix 1920 par 700 à 1 000. (La plus forte inflation des salaires traduisant l'élévation du niveau de vie).
Pour simplifier, on peut dire que le pouvoir d'achat du franc a été divisé par 1 000 au cours du XXe siècle.
Quant aux Allemands, ils restent traumatisés par la faillite monétaire de la république de Weimar !
La qualité fondamentale que les utilisateurs attendent de la fonction patrimoniale d'une monnaie est que celle-ci reste aussi stable que possible sur la longue durée.
Depuis sa création, l'euro a relativement bien rempli cette condition.

La fonction commerciale

Une monnaie sert également de support aux échanges commerciaux entre différents pays (importations, exportations).
Lors de la création de l'euro, le rapport entre cette nouvelle monnaie et chacune des monnaies nationales a été fixé à partir des taux de change réellement observés antérieurement. Au départ, tous les pays de la zone euro étaient donc sur un pied d'égalité en terme de compétitivité.
L'euro ayant été imposé comme monnaie unique, chaque pays savait qu'il ne pourrait plus recourir à des modifications de taux de change. Les dirigeants auraient donc dû se fixer la règle impérative de ne pas laisser la compétitivité de leur pays se dégrader par rapport aux autres. Hélas, ce fut loin d'être le cas…
Un seul pays important, l'Allemagne, s'est imposé des réformes profondes qui ont maintenu et même amélioré sa compétitivité. Aujourd'hui, elle bénéficie d'un avantage compétitif majeur face à ses partenaires de la zone euro. Elle a une balance commerciale largement positive. L'euro actuel constitue, pour l'Allemagne, un « taux de change » très avantageux qui lui permet de gagner des parts de marché sur ses concurrents européens.
Si l'Allemagne sortait de l'euro, sa monnaie s'apprécierait. Les produits importés seraient moins onéreux pour les Allemands et donc les importations augmenteraient. Au contraire, les exportations allemandes deviendraient plus coûteuses pour les acheteurs étrangers – y compris européens – et diminueraient en volume.
La situation actuelle de la zone euro apporte à l'Allemagne une rente de compétitivité.
Il en va tout autrement pour les « pays cigales » qui, pour diverses raisons, ont vu leur compétitivité se dégrader. Leurs coûts de production se sont alourdis par rapport à ceux de l'Allemagne. Leurs exportations, devenues plus onéreuses pour les acheteurs étrangers, ont diminué, et leur activité s'est ralentie.
L'introduction de l'euro monnaie unique aurait dû être précédée, au minimum, par la mise en place de politiques fiscales et sociales convergentes, ce que les peuples n'étaient pas prêts (et, apparemment, ne sont pas encore prêts) à accepter.
La zone euro regroupe donc des pays aux performances économiques très disparates. L'euro ayant été imposé comme monnaie unique, il n'existe aucun mécanisme pour corriger les taux de change des pays à faible productivité par rapport aux pays à forte productivité.
La dévaluation externe étant interdite, la seule variable d'ajustement reste la « dévaluation interne », c'est-à-dire la baisse généralisée du niveau de vie des habitants, afin de faire baisser les coûts de production.
Devant cette perspective inquiétante, les habitants peuvent donc regretter de ne pas pouvoir dévaluer, ce qui reviendrait à sacrifier temporairement la fonction patrimoniale de leur monnaie pour redonner de l'efficacité à sa fonction commerciale. □

Reproduction intégrale vivement conseillée avec mention d'origine

Guy Millière
<mguymilliere@aol.com>

La situation de Calais est inadmissible !

On le sait, une manifestation en faveur des « migrants » amassés à Calais, dans un bidonville que certains appellent « jungle », a été autorisée.

Elle a eu lieu le 23 janvier dernier. On y a vu défiler tout ce que la France compte d'organisations gauchistes. Des groupes violents ont rejoint la manifestation. La statue du Général de Gaulle a été souillée d'une inscription « Nik la France » (des adeptes de la réforme de l'orthographe, sans doute). Des débordements aux allures d'émeutes ont eu lieu en direction du port. Trente-cinq personnes ont été arrêtées.

On le sait aussi, une manifestation devait avoir lieu le 6 février, contre l'immigration clandestine et en soutien aux habitants de Calais, cette fois.

Elle a été interdite. Des manifestants sont venus quand même. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés, dont un général en retraite de l'armée française, Christian Piquemal.

La situation qui règne à Calais est absolument insupportable et inadmissible.

Elle détruit peu à peu la ville et y fait régner une insécurité croissante.

Elle condamne des commerces à la ruine.

Elle montre l'impuissance du gouvernement, et son incapacité à gérer le pays face à une crise migratoire de plus en plus grave.

L'autorisation d'une manifestation gauchiste et l'interdiction d'une manifestation non gauchiste et défendant les valeurs de la France et de la civilisation occidentale révèlent, une fois de plus, les orientations d'un gouvernement impuissant et incapable.

L'état d'urgence règne en France depuis les lendemains des attentats du 13 novembre, mais on voit fort bien que le gouvernement ne règle rien, ne maîtrise rien, et gère au jour le jour, aveugle aux frustrations et à la colère qui montent dans une part croissante de la population.

Cette façon de gérer les choses ne peut durer indéfiniment.

Le gouvernement semble penser qu'en fustigeant l'« extrême droite » et l'« islamophobie », il va parvenir à diffamer suffisamment ceux qui s'insurgent pour les faire taire et les écraser.

Il ne fait ainsi que les insulter et que souffler sur les braises. Il est aidé par les grands médias qui contribuent à la diffamation. Il ne fait qu'attiser ce qui pourrait aisément désormais prendre des allures d'incendie.

Il faudrait d'abord rétablir les principes élémentaires du droit, et cela passerait par la libération d'une ville telle que Calais, dont les habitants ont le droit de vivre en sécurité, et dont les commerçants ont le droit de se livrer à leurs activités.

Cela passerait par un rétablissement de la justice : combien de policiers dans ce pays sont excédés de voir des criminels, sans cesse relâchés par des juges laxistes, les narguer ?

Cela passerait aussi par un retour au pluralisme de l'information.

Je crains fort que les principes élémentaires du droit continuent à être violés, que la dérive de la justice se poursuive (même si Madame Taubira a quitté ses fonctions) et que le pluralisme de l'information ne revienne pas.

Le travail de sape mené par la gauche depuis plusieurs décennies et dont j'ai parlé à de nombreuses reprises se poursuit.

Quand bien même il y aurait des changements politiques, il n'en resterait pas moins que l'hégémonie de la gauche est en place et contrôle très largement la magistrature, la culture, l'enseignement, les médias, l'édition, les écoles de journalisme.

J'ai parlé, à propos du travail de sape mené par la gauche et de son hégémonie, de ce qui en résulte : une avancée vers l'anomie, donc vers la fracturation des règles et des valeurs permettant à une société de fonctionner.

Jamais la France n'a été aussi proche de l'anomie. C'est d'ores et déjà l'anomie qui règne à Calais, mais elle ne règne pas seulement à Calais : il existe en France 751 zones de non-droit, rebaptisées pudiquement par le langage politiquement correct « zones urbaines sensibles ».

La liberté de travailler, circuler, entreprendre, parler, disposer souverainement de ses biens est, chaque jour davantage, menacée.

Je n'ose énoncer ce qui survient au bout de l'anomie. Nous risquons de le voir bientôt… □

Sarkozy

« Steve Jobs est parti d'Apple, puis est revenu et c'est la deuxième fois qu'il a été le meilleur. Nicolas Sarkozy sera-t-il le Steve Jobs de la vie politique française ? »

Thierry Solère, député LR

ZIKA > Depuis le mois d'octobre dernier, au moins 4500 cas de malformations crâniennes du fœtus au Brésil (notamment dans les régions pauvres du nord-est) ont été attribués au virus Zika. Mais plusieurs chercheurs brésiliens doutent de cette attribution – notamment parce qu'en Colombie, où le virus sévit également, de telles malformations n'apparaissent pas chez les fœtus. Ces chercheurs ont publié un rapport le 12 février dernier, dans lequel ils émettent l'hypothèse selon laquelle ces malformations fœtales viendraient plutôt de l'insecticide utilisé contre le moustique porteur du virus. Cet insecticide, appelé le pyriproxifene, est produit par une filiale japonaise de Monsanto.

ALLEMAGNE > Au cours du dernier trimestre de 2015, les autorités allemandes ont enregistré au moins 230 tentatives de la part de salafistes pour prendre contact avec des migrants.

PEAU > La peau des paumes de main a une épaisseur de l'ordre de 0,8 à 1,4 millimètre, contre 0,1 millimètre en moyenne sur le reste du corps.

TOURISME > Du fait de la fébrilité des marchés sur les actions bancaires, la bourse grecque a atteint, la semaine dernière, son niveau le plus bas depuis 1990.

TAXE > Le dernier budget présenté par l'administration Obama prévoit notamment une taxe de 10 dollars par baril de pétrole.

NOBEL > Une pétition ayant réuni plus de 600000 signatures demande que le prix Nobel de la paix soit accordé aux habitants des îles grecques de la mer Égée pour leur accueil des immigrés.

Reproduction intégrale vivement conseillée avec mention d'origine

Votre opinion nous intéresse

Courrier des lecteurs

« Nous écrire, c'est courir le risque d'être publié… »

La gamelle !

« Le dernier remaniement ministériel est riche d'enseignements sur la nature humaine. M. Ayrault, ancien Premier ministre, revient comme n° 2 dans le gouvernement dirigé par son ex-ministre de l'Intérieur, qui avait tout fait pour le remplacer. C'est perdre en dignité pour pas grand-chose, sauf l'auto-satisfaction de bénéficier des ors de la République. Le remaniement consacre le retour des Verts. Passons sur Barbara Pompili et Jean-Vincent Placé qui avaient quitté leur mouvement en privilégiant ouvertement leurs ambitions sur leurs convictions, dans l'espoir de rentrer au gouvernement. En revanche, Emmanuelle Cosse a surpris son parti en acceptant l'offre de M. Hollande – ce qu'elle justifie en affirmant avoir obtenu un référendum sur l'aéroport de Notre-Dame des Landes. Tant de tractations politiciennes, d'amour-propre bafoué et d'intérêts personnels, pour quoi ? Pour rien car, avec un an devant eux, ces ministres ne laisseront aucune trace. Ils se contenteront d'exister par quelques petites phrases et de jouir du pouvoir apparent que leur confère leur titre ronflant. En tout cas, le dernier gouvernement du quinquennat ne réconciliera pas les citoyens avec les politiciens ! »

Albert Bonnenfant

<albert-bonnenfant@orange.fr>

Écolos

« Drôle de France, drôle de parti écologiste. Après la nomination de trois « écolos » dans le nouveau gouvernement Hollande-Valls, ce qui restait du parti écologiste a implosé en trois mouvements à la dérive. Avec Cécile Duflot, à la tête des « pastèques » (vert dehors et rouge dedans), nous avons les « éco-munistes » dans leur rôle de nuisance bien rôdé. Avec Jean-Vincent Placé et Barbara Pompili, deux des nouveaux promus, nous avons les « éco-logiques », car ils assouvissent leur rêve *in extremis*. Il est certain que, pour eux, ce doit être la dernière chance d'arriver à un poste ministériel, puisqu'en toute logique, nous devrions être débarrassés de la gauche pour des décennies ! Enfin, avec Emmanuelle Cosse, c'est une « éco-pas-logique » puisque nommée malgré son opposition à tout ce que représentent Valls et Hollande. Un seul regret : on ne voit aucun courant « économique » chez les verts, ni d'ailleurs chez les socialistes, puisque le seul compatible, Emmanuel Macron, vient d'être déclassé. Avec la nomination des autres « bras cassés » de ce gouvernement, j'espère que la majorité des Français aura compris qu'il ne fallait plus élire des amateurs de cette espèce à la tête de notre pays… On peut rêver ! »

Claude Goudron

<cgoudron3g@gmail.com>

FN

« Certains estiment que le Front national est proche de l'extrême gauche ; d'autres le qualifient de parti d'extrême droite. Dans les deux cas, ces affirmations se veulent désobligeantes. Pourquoi ne pas simplement convenir qu'il s'agit d'un parti « autre » ? Nationaliste, ou, s'il le faut, « populiste », même si ce terme est généralement employé avec mépris. Dans ces conditions, il n'est donc pas choquant de trouver dans le programme du FN des idées de gauche et d'autres de droite, ce qui confirmerait que le Front national est un parti ouvert, démocratique, rassembleur, et qu'il apporte donc un consensus que l'on ne trouve pas ailleurs. Il faut bien admettre que le clivage traditionnel droite-gauche est désormais obsolète et qu'il ne correspond plus à la réalité politique d'aujourd'hui. Le FN est donc la seule alternative pour s'affranchir enfin d'un système à bout de souffle, une succession d'alternances stériles qui, depuis quarante ans, à chaque élection, reconduit les mêmes. Notre pays est en permanence coupé en deux et, dans ces conditions, un parti qui aurait la capacité de rapprocher les deux tendances en piochant dans les deux courants pourrait dégager une majorité… »

Alain Potrat

<alain.potrat@gmail.com>

Loi naturelle

« Ce ne sont pas les remaniements ministériels illusoires ; ce ne sont pas non plus les « bidouillages » incessants d'une législation devenue folle, ni les prébendes accordées aux responsables de certains secteurs professionnels en crise ; ni d'implorer le secours du vaniteux principe des Droits de l'Homme, ni la laïcité imposée, ni la fumeuse « parité » qui confond sexe et compétence, qui sauveront la France. Mais le retour à la toute simple loi naturelle. Cette unique, mais nécessaire, loi pourra obtenir le Bien commun, seul facteur de paix véritable. Utopie ? Non ! L'avenir prouvera qu'il en sera ainsi… par la force des choses et des événements ! »

Philippe Quicray

<philippe.quicray@orange.fr>

Remaniement

« Après avoir rencontré Angela Merkel, François Hollande aurait pu s'inspirer de l'Allemagne pour remanier son gouvernement. 15 ministres suffisent à Mme Merkel. Nous en avions 32 – plus du double – et le remaniement en ajoute 6. De quoi essayer sans succès de rabibocher aux frais du contribuable les lambeaux effilochés de sa majorité. Six portefeuilles de plus, ce n'est pas seulement quelques hommes et femmes politiques promus pour diverses raisons, ce sont six équipes, des bureaux, des fonctionnaires, tout un monde qui va devoir justifier sa fonction en abreuvant nos concitoyens de directives en tout genre. Exactement le contraire de ce qu'il fallait faire ! »

Pierre Deroche

La Rochelle (17)

Les gangs politiciens

L'union fait la force dit le proverbe. C'est pourquoi, lorsque quelqu'un aime les honneurs et l'argent, il adhère à un parti politique quelconque. Ce dernier fonctionne comme un gang, mais, au lieu d'aller dans les bijouteries ou les banques, il fait tout pour s'emparer de l'argent public même si, pour cela ses dirigeants doivent mentir sans limite. Peu importent les moyens, seul le résultat compte. Parfois, on va même éliminer un concurrent en le « suicidant »… Une fois parvenu au but, on se partage le butin et on évoque – pour les autres – le respect des « valeurs »… Comme dit d'Ormesson, votez Ali Baba ; il n'y aura que 40 voleurs ! Ou alors, prenez les fourches comme en 1789… ■

Jean-Paul Faucounau

<faucounau.expert@yahoo.fr>

Reproduction intégrale vivement conseillée avec mention d'origine

La reconquête islamique de l'Europe

Depuis des années, l'Europe est soumise à un envahissement régulier par les peuples du Tiers-monde, principalement musulmans. Ces migrations peuvent prendre une allure légale ou illégale, mais elles s'amplifient et deviennent une vague déferlante incontrôlable.

Nous assistons désormais à un tsunami hallucinant qui risque de submerger les pays européens. Si, auparavant, les migrations se chiffraient en milliers d'individus, aujourd'hui, c'est en millions qu'on doit compter.

Il faut bien admettre que les peuples européens subissent une invasion massive, organisée et dirigée, pour reconquérir l'Europe, sans que, pour l'instant, les meneurs soient clairement identifiés.

Cette invasion est le principal danger pour l'identité des nations européennes.

Tous les pays européens sont concernés. Il semblerait même qu'il y ait une collaboration étroite entre les dirigeants européens et les dirigeants nationaux pour favoriser cette marée humaine.

Cette catastrophique situation pour les pays euro-chrétiens a de fortes chances d'être fatale dans les prochaines années, s'il n'apparaît pas une opposition efficace de la part des peuples européens ayant retrouvé leur volonté de combattre l'engourdissement et l'esclavage coranique.

Pourquoi l'Europe doit-elle assurer seule l'accueil, l'installation, l'hébergement, la santé, l'éducation de ces foules de migrants musulmans ? Quelles sont les lois qui obligent les pays européens à ce sacrifice financier et humain ? Pourquoi les pays européens doivent-ils accepter les diktats stupides et criminels de l'Union européenne ? Raison de plus pour supprimer cette Union européenne qui veut accélérer le « grand remplacement » de la population authentiquement européenne, par l'admission de la Turquie, sans consultation populaire préalable.

L'islam s'est installé en Europe et progresse régulièrement, spécialement en France, et il est idiot de discourir sur l'islam de France, comme le font tous les politiciens méconnaissant l'histoire musulmane et la lutte séculaire entre islam et chrétienté. La religion mahométane n'admet aucun accord, aucune compromission avec d'autres religions ou institutions laïques. L'islam est un, c'est une religion intransigeante, intolérante, conquérante. Les infidèles doivent se soumettre volontairement ou de force.

Pourquoi les riches monarchies pétrolières arabes n'accueillent-elles pas généreusement leurs frères en priorité ? Pourquoi le Pape incite-t-il les catholiques à accueillir nos « frères musulmans » qui nous haïssent et veulent nous exterminer ? Bien sûr, cet amour du prochain est la base de notre foi, mais il serait préférable que le Pape prêche nos Évangiles, assure leur diffusion dans le monde et participe à la défense des chrétiens persécutés.

En extrapolant les courbes démographiques des populations allogènes et autochtones en Europe, on peut tirer des conclusions effrayantes. Si aucune politique énergique, authentiquement nationale, n'est mise en place rapidement, nous assisterons à un changement complet du peuplement européen. Il est presque certain qu'une telle situation engendrera de violents conflits.

Une telle catastrophe humaine se produira-t-elle au cours des prochaines décennies ?

Rien n'est moins sûr, compte tenu de la possibilité du réveil des peuples européens. L'avenir reste ouvert. Quoi qu'il en soit, il est fort possible que ce XXIe siècle ne soit pas « un long fleuve tranquille » ! ■

Jean de Sourel
<jean.de.sourel@bluewin.ch>

Pathétique

« C'est le mot qui m'est venu à l'esprit à la fin de l'allocution télévisée de François Hollande, le jeudi 11 février. Quelle n'a pas été ma surprise, devant l'annonce de ce remaniement qui tient plus du replâtrage, et si loin de nos problèmes. Je n'ai pas entendu un président de tous les Français, mais un président de parti, heureux d'annoncer qu'il a réussi à rassembler sous sa houlette trois parlementaires écolos dissidents et le président des radicaux de gauche. Aucun des problèmes récurrents de notre pays : le chômage, l'insécurité, l'islamisme radical, les déficits, les impôts n'a été abordé sérieusement. En fait, le remaniement attendu par tous était celui de la politique du gouvernement. Seule innovation dans ce remaniement en trompe-l'œil : la création d'un ministère de « l'égalité réelle ». À quand la création d'un ministère de la « connerie réelle » ? »

Guy Fromont
<guyfromont@orange.fr>

Inflation

« J'ai lu avec intérêt l'article de Claude Goudron dans le n° 1029 de notre revue. Et je suis tout à fait d'accord avec les idées développées. En revanche, j'émets une grosse réserve sur les 5 000 francs de 1975, suivis de la somme de 750 € entre parenthèses. La parité de 6,55 francs pour un euro était valable au lancement de l'euro. Mais, depuis, l'inflation est passée par là. Utiliser une parité du début des années 2000 pour parler de sommes remontant à 1975 ne veut plus rien dire. Si l'on part sur les tables de conversion de l'INSEE, on se rend compte, en effet, que 5 000 F de 1975 représentent environ 3 400 € aujourd'hui. Cette remarque vaut aussi pour les banques qui devraient cesser de mettre sur les coupons de cartes bancaires un rappel de la somme en francs qui ne sert plus à rien, si ce n'est à induire les gens en erreur avec un renseignement parfaitement illusoire… »

Pierre-Amédée Perrier
<ino103@orange.fr>

Taxe

« La Contribution au Service Public d'Électricité est une taxe créée par une loi de 2003. Le 6 décembre 2010, elle figurait sur ma facture au taux de 0,00450. À partir de cette date, au rythme de 3 ou 4 fois par an, sont apparues des augmentations très variées de 10, 13, 16, 19,22 et même 35 % ! Ce qui fait qu'en février 2016, cette taxe affiche le taux de 0,02118 – soit une augmentation, en 5 ans, de plus de 370 %. Elle constitue maintenant une charge non négligeable. Ceci peut être tout à fait normal et accepté officiellement par toutes les parties : le fournisseur, l'État et les clients. Mais comme très peu de gens regardent attentivement leur facture d'électricité et que, le plus souvent, ceux qui regardent n'y comprennent rien, je me demande si cet état de fait n'est pas abusif. En tout cas, j'ai vérifié, ma retraite n'a pas tout à fait augmenté d'autant… »

Alain Berjot
<alain.berjot@hotmail.fr>

Manifestation

« Le pouvoir français a arrêté le général Piquemal avec un groupe de manifestants patriotes à Calais, sous prétexte que la manifestation était interdite. Mais en vertu de quoi était-elle interdite ? C'est ce même pouvoir hypocrite qui, naguère, préconisait, contre la loi Debré sur l'immigration, la désobéissance civique, et qui maintenant s'en offusque. Pour comble, comme pour les manifestations contre le mariage gay (qui sert à quoi ? surtout à reporter à plus tard les réformes urgentes), où l'on avait gazé des enfants en bas âge, on a maltraité les prisonniers et un général qui s'était dévoué toute sa vie pour la patrie. De quel droit ce parti, issu des contestataires de 1968, se permet-il d'interdire une manifestation, lui qui clamait alors qu'il « est interdit d'interdire » – et lui qui continue à autoriser, sinon à approuver, les manifestations des clandestins contre la France ? »

Jean-Claude Allin
<allinjl@dbmail.com>

Reproduction intégrale vivement conseillée avec mention d'origine

CANAL+ > Chaque année, le groupe Canal+ investit 12,5 % de son chiffre d'affaires dans l'achat de films européens et français, soit plus de 200 millions d'euros.

AUDIOVISUEL > Le secteur audiovisuel français comptait 3 450 entreprises en 2013 (contre 1 300 en 2000) et employait 85 000 personnes (contre 57 800 en 2000), mais 73 % de ces entreprises emploient moins de 2 personnes.

EUROPE 1 > Au cours des mois de novembre et décembre 2015, la matinale d'Europe 1 a réalisé son meilleur score depuis 5 ans, en réunissant en moyenne 3,33 millions d'auditeurs chaque jour.

DÉPÊCHE > La « Dépêche du Midi », groupe de presse radical-socialiste très influent dans le Sud-Ouest, était jusqu'à présent présidé par l'héritier de la dynastie, Jean-Michel Baylet, par ailleurs ancien ministre et sénateur radical de gauche. Sa récente arrivée au gouvernement le contraint à abandonner ses fonctions à la tête de son groupe. Il va donc confier les rênes de ses journaux maçonnico-socialistes à son ex-femme, Marie-France Marchand-Baylet. Laquelle se trouve être actuellement la compagne de Laurent Fabius, tout nouveau président du conseil constitutionnel… La caste politico-médiatique est une grande famille !

PUBLICIS > En 2015, la société de publicité Publicis a franchi la barre symbolique des 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires (en hausse de 32,3 %) et du milliard de dollars de bénéfice net.

CINÉMA > « Le crédit d'impôt va générer 200 millions d'euros et 10 000 emplois en plus. » (Frédérique Bredin, présidente du Centre national du cinéma)

Convertir les musulmans de France…

Francis Choisel
Ancien conseiller général des Hauts-de-Seine

Dans ces colonnes, il y a quelques années déjà, j'écrivais que, face à l'islamisme, la laïcité n'était pas la solution, qu'elle était même une partie du problème.

Utilisée comme une machine de guerre par certains musulmans qui allaient jusqu'à s'en prendre à nos innocents sapins de Noël, et, plus récemment, par des officines sectaires qui veulent chasser les crèches de nos mairies, elle a pour résultat, quand ce n'est pas pour objectif, d'éradiquer notre foi ancestrale.

Elle est devenue le cheval de Troie d'un islam militant qui s'installe dans le vide ainsi créé.

Aujourd'hui, le moment est venu d'aller plus loin et de proclamer ce qui m'aurait valu à l'époque un concert d'indignations venant de tous bords.

Car tous s'accordent désormais sur un fait : les jeunes radicalisés de nos banlieues avaient perdu tout repère ; et leur mal-être, leurs rancunes, leur soif d'absolu se sont réfugiés dans l'islam et se sont dévoyés dans l'islamisme sanguinaire.

C'est dire qu'une société sans foi est une désespérance et que la religion est un recours, une consolation pour les déshérités, pas un rite vide de sens à usage de bourgeois rétrogrades ou d'aristocrates nostalgiques.

Certains estiment même qu'une société ne peut durablement survivre sans un minimum de religion.

Dès lors, pourquoi, face à ce vide spirituel, veut-on l'élargir encore par une laïcité toujours plus rigoureuse ?

Et pourquoi promouvoir, pour combler ce vide, un islam modéré, un « islam de France » supposé authentique, alors que l'autre ne le serait pas ?

Incroyants comme croyants devraient s'accorder à reconnaître que, la nature ayant horreur du vide, et le religieux étant une tendance irrépressible de l'homme, quand une religion s'efface, une autre, plus sûre d'elle-même, prend sa place.

Et qu'en conséquence, la mise en avant de l'identité chrétienne de la France est le premier rempart de notre civilisation contre ceux qui veulent la détruire.

N'a-t-on pas remarqué d'ailleurs que, si plusieurs églises ont été profanées et si en Orient les chrétiens sont persécutés, chez nous, ce sont des symboles d'irréligion, de mécréance, de satanisme qui sont principalement visés ?

Commençons donc par donner à tous ces jeunes Français issus du droit du sol, une solide connaissance historique et culturelle du judéo-christianisme, extérieure à lui en quelque sorte, à titre de nécessaire culture générale pour vivre chez nous et avec nous.

Disons-leur que Charlie Hebdo et les Eagles of Death metal ne sont pas la France, qu'ils en sont la négation.

Plus encore. Il faut leur offrir une alternative à l'islam, une alternative qui ne peut-être que religieuse : la foi chrétienne.

N'hésitons pas à demander à ceux dont c'est la mission, à l'Église, aux clercs et à leurs paroissiens, de s'atteler à la leur proposer.

Eux seuls peuvent leur dire : « Vous vous fourvoyez. Les musulmans sont dans l'erreur. Seule est juste et bonne la foi dans le Dieu des chrétiens. »

En un mot, si nous voulons en faire de bons Français, il faut les convertir.

Quitte à ce qu'ensuite eux-mêmes ou leurs enfants, comme leurs compatriotes aujourd'hui, ne soient que des pratiquants occasionnels ou qu'ils se laïcisent.

Charles de Foucauld l'a dit bien avant moi, à propos de l'Algérie. Fort de son expérience sur place, il expliquait que, sans conversion au christianisme, un jour, elle nous rejetterait.

Napoléon disait pour sa part : « On ne détruit que ce qu'on remplace. »

On ne peut pas remplacer l'islam par ce vide qu'est la laïcité. On ne luttera pas contre le terrorisme musulman en construisant des mosquées dans nos banlieues, mais en y multipliant les églises.

Qu'on y songe bien – même les non-croyants doivent en être convaincus –, c'est la seule solution viable au problème qui se pose à nous… □

Bien-pensance

« Jean Birnbaum a transformé, depuis des années, sa colonne éditoriale du "Monde des livres" en chaire de la bien-pensance, du haut de laquelle, en Torquemada de sous-préfecture, il tance les mécréants et excommunie les hérétiques. »

Éric Zemmour, journaliste

Reproduction intégrale vivement conseillée avec mention d'origine

Marcel Comtesse
<marcelcomtesse@orange.fr>

La France doit conserver l'euro !

Le 1er janvier 2002, la mise en circulation de l'euro ne déclencha pas un enthousiasme délirant de la part des citoyens français. Et cela, pour plusieurs raisons.

Premièrement, l'adaptation à une nouvelle monnaie n'est pas un exercice spécialement plaisant.

Par ailleurs, malgré les dénégations du gouvernement de l'époque, les Français constatèrent rapidement que l'introduction de l'euro avait fait progresser les prix de nombreux produits.

Enfin, les billets étaient imprimés sur du papier de mauvaise qualité, en particulier les billets de 5 euros qui ressemblaient à du papier-chiffon.

Lors de sa création, les partisans de l'euro souhaitaient concurrencer la monnaie américaine. Grande ambition. Aujourd'hui, si la monnaie européenne n'égale pas en notoriété le dollar américain, il faut reconnaître qu'au fil des années, l'euro a fortement gagné en crédibilité.

L'entrée dans la zone euro de certains pays était sans doute discutable. Toutefois, l'élargissement à 19 pays et l'augmentation du nombre d'utilisateurs de l'euro ont grandement contribué à la reconnaissance de la monnaie européenne à travers le monde.

Aujourd'hui, à l'étranger, sur les tableaux des bureaux de change, l'euro figure, la plupart du temps, en deuxième position devant la livre anglaise et le franc suisse.

En dehors de l'Europe, l'euro est maintenant reconnu comme une monnaie fiable et est utilisé comme seconde monnaie nationale dans plusieurs pays, en particulier dans l'Océan indien.

Un autre avantage non négligeable de la monnaie unique est celui de pouvoir traverser l'Europe du Portugal à la Finlande sans avoir à changer de monnaie.

Par conséquent, est-il bien raisonnable de vouloir sortir de la zone euro ?

Actuellement, la France est trop engagée dans la construction européenne pour pouvoir se passer de la monnaie unique, sans que cela crée de graves difficultés pour notre pays.

En fait, rétablir une monnaie nationale reviendrait à avoir une double monnaie car, vu la situation géographique de la France, il serait difficile de pouvoir se passer de l'euro.

La preuve en est avec la Suisse, encerclée par la zone euro, où tous les citoyens helvétiques possèdent une réserve d'espèces en euros. D'ailleurs, dans les villes frontalières de Bâle et de Genève, les achats peuvent s'effectuer aussi bien en euros qu'en francs suisses.

Par contre, il serait souhaitable d'améliorer l'utilisation de l'euro en supprimant les pièces jaunes de 1 et 2 centimes qui ne servent plus qu'à soutenir les bonnes œuvres de Madame Chirac.

Par ailleurs, il conviendrait de créer des billets de 1 et 2 euros qui font cruellement défaut en particulier à l'étranger, où les pièces ne peuvent être changées. Cela aurait l'avantage de rivaliser avec le billet de 1 dollar américain qui est le billet de banque le plus utilisé au monde.

Si Marine Le Pen veut avoir une petite chance d'être élue en 2017, elle doit renoncer à son projet de sortie de la zone euro. Certains cadres du Front national commencent d'ailleurs à réaliser que cette obstination à vouloir se débarrasser de l'euro peut coûter de nombreux bulletins de vote à leur parti, car les Français, dans leur majorité, ne souhaitent pas changer à nouveau de monnaie.

Bien sûr, l'euro empêche tout pays utilisateur de procéder à une dévaluation. Est-ce un mal ? La dévaluation d'une monnaie n'a jamais été un signe de bonne santé économique.

Et puis, conserver l'euro n'empêche pas de sortir de l'espace Schengen, de rétablir un contrôle à nos frontières et de garder une certaine indépendance politique vis-à-vis de Bruxelles… □

Calais

Vendredi 12 février, la préfète (représentant le gouvernement) du Pas-de-Calais a annoncé l'évacuation de la zone sud du campement de migrants de la « jungle », soit environ 1 000 migrants. Pour les mettre… ailleurs.
À mon avis, la tempête qui a soufflé les jours précédents a dû démâter quelques tentes et chambouler quelques abris, ajoutant ainsi plus de désordre dans cette « jungle ».
Allah est grand, certes, mais, désormais, il va falloir qu'il négocie sa supériorité avec Éole !

Robert Galliet
<robert.galliet@live.com>

POLITIQUE **« La politique en France est trop devenue un métier. »**
THIERRY BRETON, ANCIEN MINISTRE

SARKOZY **« Sarkozy fait tant de *mea culpa* qu'on finit par se dire qu'on a bien fait de ne pas l'élire. »**
JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS, PREMIER SECRÉTAIRE DU PS

RADAR **« Il est scandaleux faire passer la répression de la délinquance pour un impôt et les conducteurs fautifs pour de pauvres contribuables exploités. »**
ME JEHANNE COLLARD, AVOCATE

SOLIDARITÉ **« La solidarité avec les migrants ne peut pas dégrader la situation de ceux qui, chez nous, ont besoin d'être aidés. »**
MANUEL VALLS

MACRON **« Je ne vais pas rentrer dans le « Macron-bashing ». Moi, j'aime bien les gens qui parlent vrai. J'aime cette génération politique. »**
LUC CARVOUNAS, SÉNATEUR PS

MÉDIAS **« Les médias, parfois, ne parlent qu'aux médias. »**
PHILIPPE LABRO, CHRONIQUEUR

TRUMP **« Donald Trump base son succès sur la peur ambiante du terrorisme, sur la faiblesse de ses adversaires, mais également sur le fait de ne pas être un homme politique de carrière. »**
OLIVIER RICHOMME, UNIVERSITAIRE

PRIMAIRE **« Nous avons inventé la primaire et l'avons mise en place. Donc nous n'en avons pas peur. »**
BRUNO LE ROUX, PRÉSIDENT DU GROUPE PS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

INSOUMIS **« Oui, je propose ma candidature pour incarner la France insoumise et fière de l'être. »**
JEAN-LUC MÉLENCHON

URGENCE **« On réformera l'orthographe quand la prospérité sera revenue ! »**
JEAN D'ORMESSON, ÉCRIVAIN

Reproduction intégrale vivement conseillée avec mention d'origine